

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 20 F (200 FB)  
6 mois : 10 F (100 FB)  
période fermée : 34 F et 18 F  
« programme communiste »  
1 an : 20 F (200 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 185  
LE NUMERO : 1 FF  
10 FB ; 1 FS  
2 au 15 déc. 1974

## Pour une politique de classe dans les luttes ouvrières

La vague de grèves actuelle est un nouvel exemple de la volonté et de la détermination dont sont capables les travailleurs pour résister au capital, comme de la nécessité pour l'Etat, face à la lutte ouvrière, de se montrer tel qu'il est, mais également du fantastique gaspillage d'énergies dont est capable l'opportunisme. Elle témoigne dialectiquement de l'immensité des tâches des révolutionnaires afin de permettre au prolétariat de se défendre efficacement, condition indispensable pour des luttes plus amples, pour la lutte révolutionnaire.

Dans la situation de crise économique où s'enfoncent le capitalisme, toute lutte sociale d'envergure porte inévitablement des coups à la capacité concurrentielle de la bourgeoisie sur le marché mondial, où se décident réellement les choses économiques. Dans ces conditions, éviter tout accroissement à la paix sociale est pour la bourgeoisie un objectif primordial. Mais de plus, à l'idée de désordres sociaux en perspective elle doit montrer sa fermeté dans le but d'intimider la classe ouvrière et de paralyser ses réactions. C'est pourquoi face à la vague de grèves, qui s'amplifiait à la veille du 19 novembre dans la fonction publique, la bourgeoisie a voulu faire une démonstration de force. Il s'agissait, selon *Le Figaro* du 19-11, dans ce qui n'était « encore qu'une mini-crise, de vacciner le pays, en quelque sorte pour l'aguerir, le préparer pour les prochains mois à des difficultés beaucoup plus sérieuses ».

Dans cette tâche, la bourgeoisie a été puissamment aidée par les directions opportunistes des syndicats. Ne parlons pas de celles qui, comme la FEN et FO ont dénoncé les grèves, par respect pour les « engagements contractuels pris ». Au lieu d'unifier les énergies prolétariennes en une seule lutte autour d'une plateforme claire, défendue avec fermeté par les armes de la lutte de classe, les directions opportunistes ont condamné par exemple le magnifique mouvement qui se dessinait dans la SNCF à une action qu'ils ont canalisée dans des grèves tournantes et à interruptions. Et que penser de l'organisation des grèves quand, de façon générale, on a soigneusement évité que les assemblées ouvrières puissent être transformées en organes de combat, et quand dans une grève de six semaines comme celle des postes, on a tout fait pour que les noyaux combattifs restent isolés les uns des autres ?

Au moment où la bourgeoisie lançait sa police contre les piquets de grève, la CGT et la CFDT n'ont dénoncé « cette tentative d'intimidation et de provocation » que pour déclarer en même temps : « il n'est pas question que nous nous opposions aux forces de l'ordre » (*L'Humanité* du 16), et pour appeler toute la population à défendre pour la énième fois la constitution, comme si celle-ci ne prévoyait pas en même temps que le droit de grève, la liberté du travail, fermement revendiquée par Chirac, comme si en fin de compte celui qui a la force n'avait pas le droit. Mieux, ne sont-elles pas allées jusqu'à condamner à l'avance toute tentative de riposte prolétarienne contre l'organisation de tris parallèles dans les chambres de commerce et certaines casernes, sous prétexte de protester contre les « sabotages » ou « incendies criminels » ?

Et qu'ont-elles fait au lieu d'organiser la riposte à l'utilisation de l'armée pour briser les grèves sinon de se plaindre que « l'armée n'est pas capable de faire le travail à la place des travailleurs » et, encore une fois, d'appeler la population à exiger « l'indépendance de l'armée » ? Et que pouvaient-elles faire d'autre, alors qu'elles refusent de tisser des liens entre les organisations ouvrières et les travailleurs sous l'uniforme, sous prétexte que l'armée bourgeoise est « l'armée du peuple » ?

Quand le gouvernement a signifié le 18, sur un ton d'autant plus assuré qu'il sait la couardise des larbins opportunistes, qu'il n'était pas question de céder « sous la pression de la rue » ni d'accorder plus qu'il n'était déjà prévu, sous peine de gêner « l'économie nationale », l'opportunisme a fait une belle démonstration de servilité : « il ne s'agit pas de faire céder, mais de négocier » s'écrit Séguéy (cf. *L'Humanité* du 19-11) qui s'expli-

## Les communistes et l'avortement

Alors que des violations individuelles, dont le nombre s'élevait depuis des décennies à plusieurs centaines de milliers par an, n'avaient pu entamer la législation, l'action collective développée ces derniers temps contre l'interdiction de l'avortement a obligé à reculer et à réviser une loi inopérante.

Si nous enregistrons avec satisfaction l'aveu que la Loi n'est pas la codification rationnelle des rapports sociaux, mais l'expression d'un rapport de forces, nous contestons catégoriquement sa prétention à exprimer démocratiquement « l'opinion publique ». Instruments de contrainte et de coercition au service d'une classe et de son ordre social, l'Etat et sa loi imposent à la société et surtout aux classes exploitées et opprimées les règles de fonctionnement de cet ordre social. Il n'est que de voir le caractère dérisoire de la « libéralisation » proposée pour comprendre qu'elle se propose de remplacer une interdiction directe devenue inapplicable par une interdiction indirecte, entravant la liberté de principe par tout un arsenal d'empêchements pratiques, de pressions dissuasives et d'obstacles matériels qui, tout comme la loi actuelle, joueront exclusivement contre les femmes des classes pauvres, contre les prolétaires.

Le fait que l'Etat bourgeois et sa législation servent et défendent la société capitaliste n'est pas toujours évident, car cette société n'a pas été fabriquée de façon logique et cohérente, mais s'est développée

à partir de formes sociales antérieures. Même si elle les a révolutionnées, elle a repris certains de leurs aspects, surtout dans le domaine des superstructures ; elle a hérité de certaines habitudes, de certains cadres, de certains principes qu'elle utilise au mieux pour sa propre conservation. Cela ne va pas sans contradictions, dans la mesure où le développement même du capitalisme tend à éliminer certaines formes surannées.

Par exemple, la bourgeoisie a hérité du féodalisme chrétien le mariage indissoluble, et elle utilise la famille fondée sur ce mariage comme cellule de base et unité de reproduction. Mais la dynamique sociale tend inéluctablement à faire éclater la famille ; la bourgeoisie emploie alors l'ancienne législation pour freiner l'action dissolvante de sa propre économie, pour ralentir la désagrégation sociale et les troubles qu'elle entraîne : elle interdit la séparation des conjoints. A la longue, cependant, la pression économique sociale ne peut être contenue par la Loi et la bourgeoisie est peu à peu contrainte de lever les vieux interdits, et autoriser le divorce.

### DANS CE NUMERO :

- Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, front uni du prolétariat !
- L'Argentine à l'heure du péronisme.
- Puissante vague de grèves en Espagne.

que : « quand un conflit d'une telle ampleur se produit, il faut savoir faire des concessions si on veut en sortir. Nous y sommes prêts ». L'opportunisme peut bien proclamer son opposition

(suite page 4)

## LA GRÈVE DES POSTIERS

### La leçon tirée par « Rouge »

Le sens de l'intervention du Parti dans les luttes immédiates est de combattre à la fois pour la défense la plus efficace des conditions de vie et de lutte des ouvriers, et pour faire de ces luttes un point d'appui pour son combat politique, en même temps qu'une « école de guerre » qui entraîne les ouvriers au sens de leur solidarité et de leur unité de classe. Les deux aspects

sont inséparables : la défense la plus efficace au niveau immédiat est aussi la meilleure préparation de l'offensive révolutionnaire, et réciproquement seule une vision claire de la révolution et de ses exigences permet de répondre de façon conséquente aux besoins de la défense prolétarienne immédiate.

C'est bien également en fonction de cette double exigence qu'il convient de juger — non dans un esprit de chapelle, mais en ayant conscience des obstacles réels auxquels le prolétariat se heurte pour reconstituer sa force de classe et de la nécessité de les abattre — l'attitude des groupes qui rassemblent des énergies tendant, fût-ce de façon confuse et incomplète, à réagir à l'offensive bourgeoise et au travail destructeur de l'opportunisme.

C'est ainsi que les leçons tirées par *Rouge* à propos des dernières grèves, en particulier de celle des postiers, sont une illustration frappante du fait qu'une vision théorique et politique erronée, même quand elle s'accompagne — comme c'est le cas ici — de la revendication de certaines exigences minimum correctes et de certains moyens de lutte indispensables, constitue une entrave qui interdit de donner aux prolétaires, non seulement sur le plan politique mais même sur le plan des

luttes revendicatives, de véritables armes de lutte face aux manœuvres conjuguées de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

On peut reconnaître au FCR le mérite d'avoir affirmé la nécessité, devant l'intransigeance gouvernementale, de se placer sur le terrain de la force en s'efforçant d'étendre la grève, du moins au secteur public et nationalisé, autour d'une plateforme claire et commune de revendications, et de la renforcer au moyen du durcissement des piquets de grève, d'initiatives de riposte aux « circuits parallèles » et en direction des soldats utilisés pour briser la grève, de l'occupation des locaux pour s'opposer au travail des jaunes, de même qu'il a, au moins de façon embryonnaire, reconnu le besoin de contrer les « manœuvres » des directions syndicales (passons pour l'instant sur le fait que *Rouge* parle simplement des « manœuvres de la fédé FO ») notamment par l'élection de comités de grève (n° 274).

Mais pour combattre efficacement l'opportunisme qui noie les revendications des travailleurs en assignant pour but à leurs luttes la « défense du service public » et de la « qualité du travail » et pour moyen d'« action » la « solidarité avec les usagers », il est vital d'affirmer clairement que la défense des travailleurs et la défense de l'entreprise sont incompatibles, car le renforcement de la solidarité de classe exige la lutte radicale contre le mythe de la conciliation des intérêts de classes inconciliables. Même s'il a réagi en rappelant les revendications centrales de la grève, non seulement *Rouge* a été incapable de dénoncer dans les mots d'ordre de l'opportunisme l'expression de sa politique de soutien à l'« économie nationale », et de collaboration de classe, mais il a cru pouvoir les concilier avec les mots d'ordre de classe dans des formules bâtarde du genre « popularisation de la lutte [...] vis-à-vis des usagers [...] et surtout des au-

(suite page 2)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

### POUR UNE POLITIQUE DE CLASSE DANS LES LUTTES OUVRIÈRES

- A PARIS, jeudi 12 décembre, 20 h 30 Salle Lancry, 10, rue de Lancry - Paris 10<sup>e</sup> (métro République).
- A LILLE, samedi 21 décembre, 20 h 30, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

Attention : la réunion à PARIS est bien le JEUDI 12

# L'Argentine à l'heure du péronisme

« L'histoire elle-même semble être une sèche énumération de faits ». On ne peut s'empêcher de rappeler cette remarque de Lénine lorsqu'on étudie l'évolution de la structure de la population active en Argentine entre 1947 et 1970 (voir tableau ci-dessous). Alors que le pourcentage occupé dans l'industrie de transformation tombe de 25,1 à 19,6 entre 1960 et 1970, celui correspondant au secteur « services » passe de 20,6 à 24,6 ; dans le secteur « commerce » de 12,3 à 16,2 ; les activités « mal spécifiées », qui masquent très souvent du chômage, « occupent » 9 % de la population active. Malgré le très fort risque d'erreur inhérent à cette sorte de données, elles n'en sont pas moins caractéristiques des pays sud-américains dits en voie d'industrialisation, où l'expropriation de la paysannerie s'accompagne d'une hypertrophie du secteur tertiaire au détriment du secteur secondaire (industriel), contrairement à l'évolution dans les pays classiques du développement capitaliste (Angleterre, France, Allemagne, Italie), l'Espagne étant à mi-chemin entre les uns et les autres.

En outre, ce pays a le rare privilège de voir diminuer, même en valeur absolue, le nombre de ceux qui travaillent dans l'industrie de transformation, alors que la population active s'est accrue de plus d'un million et demi d'âmes !

Sans une transformation des tendances économiques et sociales, la

La violence et le terrorisme qui ne cessent de s'étendre en Argentine, plongent leurs racines dans l'évolution économique, sociale et politique du pays, et révèlent brutalement la nature et la fonc-

tion politiques des forces en présence, en confirmant les besoins de la préparation de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et les classes dominantes.

modernisation industrielle eut lieu par l'expropriation massive de la petite industrie : en dix ans, le nombre d'employeurs dans cette branche est passé de 198.000 à 91.000. Le pays subit les effets de la stagnation de son développement capitaliste et de la tendance simultanée à la concentration économique, où le capital impérialiste, surtout américain, qui depuis 1955 poursuit sa percée dans l'industrie, joue un rôle de premier plan. Le chômage et le sous-emploi deviennent un fléau endémique.

\*\*\*

A partir de la chute du régime péroniste (qui avait connu une tentative rachimite d'industrialisation impulsée par l'Etat, les deux ailes du patronat argentin (l'Union Industrielle Argentine et la Confédération Générale Economique) (1), l'impérialisme, et l'influent groupe de pression constitué par les très gros éleveurs de la Société Rurale, maintiennent un équilibre du pouvoir instable entraînant des coups d'Etat en cascade. Mais c'est surtout à partir de 1966 que l'impérialisme raffermit ses positions politiques et économiques : ses prétentions occupent des positions clés dans tous les cabinets successifs,

tel que le Ministère de l'Economie et des Finances, et son emprise grandissante s'étend rapidement aux secteurs fondamentaux, industriels et bancaires, de l'économie.

La vieille protégée du péronisme, la CGE, retourne alors à ses anciennes amours. Y compris l'UIA qui s'inquiète devant les « dénationalisations ». Même les gros éleveurs s'agitent devant une politique ouvertement favorable aux frigorifiques étrangers.

Et le péronisme ? Depuis le renversement du régime « justicialiste », il avait suivi la trajectoire chaque fois plus accentuée d'une bourgeoisie industrielle sans initiative historique propre. Il est partagé entre la haine active à l'égard du prolétariat combatif et la rancune passive vis-à-vis des forces politiques dominantes. La bureaucratie syndicale est tiraillée entre la collaboration ouverte et une coopération pas trop voyante avec le gouvernement.

C'est en 1969 que de véritables émeutes éclatent, où le prolétariat va jouer un rôle moteur et détonateur, entraînant suivant les localités des couches plus ou moins larges de la population, et où il essaye de secouer la chape de plomb des bureaucraties syndicales. Pris de court, le péronisme va essayer de prendre le train en marche.

Tout en freinant le mouvement social qui s'étend, le péronisme se fait le porte-drapeau « des intérêts suprêmes de la patrie », de la « reconstruction nationale » et anti-impérialiste. Il élargit son organisation disparate dans les secteurs petits-bourgeois et universitaires, qui sont durement frappés par la situation, et va jusqu'à incorporer des ailes terroristes (Montoneros, Forces Armées Péronistes, Forces Armées Révolutionnaires) perméables au radicalisme de la petite-bourgeoisie prolétarisée. Malgré son caractère hétéroclite, le péronisme garde néanmoins son orientation unitaire. En même temps, il essaye de frapper les secteurs ouvriers radicalisés qui tendent à lui échapper.

La situation explosive qui ne cesse de se détériorer fait que le péronisme est poussé dans les faits,

sinon en paroles, vers le gouvernement, et ceci par toutes les forces politiques de l'establishment (à l'exception de quelques formations mineures qui adhèrent étroitement au régime en cours et à l'impérialisme) car il constitue la seule force capable d'encadrer les grandes masses sans pour autant altérer sensiblement le statu quo.

Dialectiquement, l'enchaînement des événements conduit à un réalignement des alliances de classe, où la bourgeoisie industrielle nationale consolide sa voix dans le « concert » des forces dominantes. Par ailleurs, les gages offerts et la lâcheté légendaire du péronisme sont de nature à susciter bien peu de soucis aux secteurs impérialistes. En plus, le programme qu'il proclame est parfaitement inoffensif à leur égard.

Lors des élections générales de mai 1973, les secteurs du péronisme qui s'imaginent mener une lutte révolutionnaire... sans violence, s'emparent constitutionnellement de certaines provinces et de la plupart des universités. La bourgeoisie et la bureaucratie syndicale exigent alors la mise au pas de cette aile petite-bourgeoise. Il s'ensuit l'éviction de Campora de la présidence, l'élection de Peron lui-même, et l'expulsion des gouverneurs « de gauche » qui masquent leur lâcheté avec des appels à éviter les « bains de sang ». A Cordoba, il suffira d'une mutinerie de la police pour les chasser « du pouvoir ». Plus tard, on fera le ménage dans les universités jusque là laissées en pâture à l'« élan révolutionnaire » de la petite-bourgeoisie universitaire.

Dès le lendemain de la mise en place du gouvernement, ce fidèle représentant de la bourgeoisie industrielle argentine unifiée depuis 1974 dans la Confédération Générale Economique qui lui fournit le ministre de l'économie en la personne de son président Gelbard, impose aux travailleurs un « pacte social » avec blocage des salaires pendant deux ans... tandis que l'inflation, elle, est galopante. La CGT assure le maintien de l'accord en mobilisant les mercenaires à sa solde, et l'Union Ouvrière de la Métallurgie, véritable organisation

de gangsters au service du patronat, joue le premier rôle dans cette sale besogne.

Les syndicats péronistes se voient consacrés institutionnellement dans l'Etat, non seulement par les lois qui réglementaient depuis longtemps déjà le droit de grève à la manière fasciste, mais encore avec l'adoption d'un « statut syndical » qui établit, par exemple, que la bureaucratie syndicale relève de tribunaux spéciaux, à l'image de l'armée.

A défaut de conditions de vie supportables, les prolétaires se voient offrir une « loi sur les contrats de travail » qui consacre le despotisme patronal tout en jetant un peu de poudre démagogique aux yeux des travailleurs. Le « justicialisme » continue ainsi sa vieille tradition paternaliste. Cette loi, saluée grossièrement comme « la plus révolutionnaire du monde » en la matière, est suivie quelques jours plus tard d'une autre loi sur la répression, qui est une des plus draconiennes que le pays ait connu : elle prévoit deux à six ans de prison pour simple « divulgation, propagande ou diffusion » de matériel politique révolutionnaire, un à trois ans pour tous ceux qui proposeraient de continuer une grève « déclarée illégale par l'autorité compétente » (!).

Simultanément, la lâcheté du gouvernement même du point de vue du réformisme bourgeois est sans bornes. Il va jusqu'à bloquer une loi qui prévoyait une taxe sur la « rente potentielle » (sic) qui frapperait les gros propriétaires ayant des terres insuffisamment travaillées. Par ailleurs, lors de son voyage à Cuba, le Ministre de l'économie entraîne à sa suite... les représentants des grosses compagnies américaines travaillant dans le pays. De même, un général qui osa adopter, pendant la période de Campora, certaines poses réthoriques « à la péruvienne » lors d'un congrès inter-américain, est promptement limogé...

(à suivre)

(1) L'UIA, qui groupait notamment les grands patrons de l'industrie traditionnelle (alimentation, textile, etc.) s'était opposée à la montée du « justicialisme » et sa direction fut décapitée par le gouvernement de Peron. Dans sa commission directive de 1961, elle incluait une minorité représentant les grands monopoles étrangers. La CGE fut une création du régime péroniste étroitement liée à toute sa politique économique.

## STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE

	Années			
	1960	%	1970	%
Population totale	20.941	—	23.390	—
Population active	7.425	100,0	9.011	100,0
Agriculture	1.324	17,8	1.331	14,7
Mines	40	0,5	45	0,5
Industrie de transformation	1.856	25,1	1.771	19,6
Construction	426	5,7	711	7,8
Electricité, gaz, services sanitaires	83	1,1	97	1,1
Transports, communications, manutention	522	7,0	593	6,6
Commerce, banques, affaires immobilières	913	12,3	1.456	16,2
Services	1.528	20,6	2.222	24,6
Activités mal spécifiées	732	9,9	787	8,9

Sources : Censo nacional de población. Années 1960 et 1970. Instituto Nacional de Estadística y Censos.

## La leçon tirée par « Rouge »

(suite de la page 1)

tres travailleurs » (n° 272), qui ne clarifient rien parce qu'elles ne procèdent pas d'une claire vision de la nature des classes sociales.

D'autre part le renforcement du prolétariat contre les forces centralisées de la bourgeoisie et de l'opportunisme exige précisément qu'on revendique le principe d'une centralisation de la force ouvrière — avec tout ce qu'elle comporte comme tâches pour une direction qui doit préparer et diriger les luttes — centralisation qui, aujourd'hui, est encore à conquérir à travers toute une série d'affrontements. Revendiquer au contraire, comme le fait constamment Rouge, le mécanisme démocratique (avec tout son arsenal : grève reconductible chaque jour à la base, réaffirmation à chaque vote des revendications, etc.) comme un principe absolu et comme une garantie, c'est poser la question hors de son véritable terrain, en brouillant aux yeux des prolétaires la responsabilité qui incombe à une direction centralisée et en ne les aidant pas à éviter les filets tendus par l'opportunisme lui-même. Certes, l'emploi du mécanisme démocratique peut être utile dans la lutte ouvrière, dans la mesure où il permet d'éliminer de la direction les éléments traitres, mais ce n'est pas une panacée : il peut être retourné contre les travailleurs, être utilisé comme un fac-

teur de désagrégation des forces de classe et non de centralisation. Outre le fait que dans les moments décisifs, les batailles exigent unité de commandement et rapidité de décision, qu'il suffise de rappeler que les directions syndicales se retranchent systématiquement derrière la « volonté de la base » pour faire reprendre le travail en ordre dispersé, secteur par secteur, centre par centre : leur attitude dans la grève actuelle n'est que la énième illustration d'une pratique constante.

La question de la centralisation est liée à celle de l'orientation générale ; et là aussi le bât blesse, car la position du FCR par rapport au rôle de l'opportunisme est pour le moins oscillante. D'un côté, il décrit la tactique suivie par les directions syndicales dans la fonction publique comme « une entreprise scientifique de démobilité », l'inefficacité absolue » (n° 276), de l'autre il affirme, comme au meeting du 19, que malgré des « flottements », dans l'ensemble, « elles ne se sont pas coupées de la combativité », « chevauchant », voire « impulsant » la lutte. Mais, oui ou non, les directions syndicales ont-elles saboté cette grève, fût-ce en prenant la tête pour contrecarrer tout ce qui pouvait la rendre radicale ? Oui ou non, ont-elles laissé les travailleurs sans directives face à l'offensive bourgeoise ? Rouge voit des délégués

syndicaux qui suivent, ou même qui « impulsent », mais il ne voit pas qu'au niveau décisif, au niveau central, l'opportunisme n'en poursuit pas moins son travail de collaboration. D'un côté, il affirme la nécessité de se méfier des « manœuvres », de l'autre il omet de dire que celles-ci ne sont pas seulement le fait de FO, comme voudraient le faire croire la CGT et la CFDT, et contribue ainsi à les dédouaner.

Pour nous, ce jeu d'opportunisme n'est que la manifestation d'une politique mise en œuvre depuis des décades, et de manière irréversible, par les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Par contre, il est caractéristique que la critique de fond du FCR à l'encontre des partis réformistes porte sur le « mur » que ceux-ci élèveraient « entre les luttes ouvrières et leur débouché politique » en dehors des périodes électorales, en les confinant sur un plan « purement revendicatif ». Et quel est donc le « débouché politique » que le FCR se propose de donner aux luttes actuelles malgré le PC et le PS ? La vieille mystification du « gouvernement des organisations ouvrières », en clair... du PC et du PS, « appuyé sur la mobilisation des travailleurs » ! C'est ainsi que le « lien » fait par le FCR « entre mobilisation des travailleurs et changement politique » consiste à présenter aux prolétaires l'oppor-

tunisme comme une force élastique qu'on pourrait utiliser comme « tremplin », « déborder » après l'avoir soutenu. Comme si l'histoire n'avait pas cent fois montré que l'opportunisme, qui aujourd'hui utilise sa force pour trahir les intérêts et les luttes des travailleurs, ne peut faire autre chose, s'il accède au pouvoir, que conjuguer contre eux son influence politique et la force dérivant du maniement des leviers de l'Etat. Les inconséquences du FCR sur le terrain immédiat se changent, sur le terrain politique, en une position centriste et gradualiste qui les détermine. Chacun met, dans les luttes économiques, le contenu politique qu'il peut...

Ce n'est qu'en luttant de façon conséquente, non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre l'opportunisme, y compris dans les luttes immédiates, qu'on peut jeter les bases de la reconstitution de la force organisée du prolétariat. Entre la situation actuelle de dure remontée du mouvement ouvrier et la révolution, il n'y a pas un passage automatique d'une forme de lutte à une autre, comme le croient les spontanés impénitents, mais un saut qualitatif que seule la continuité du travail du Parti dans l'ensemble des secteurs (lutte politique, renforcement organisationnel, intervention dans les luttes immédiates) qui constituent ses tâches permanentes, permet de préparer.

### PRESSE INTERNATIONALE

#### PARTEIVERÖFFENTLICHUNGEN IN DEUTSCHER SPRACHE

Eben erschien die Broschüre : **DIE GRUNDLAGEN DES REVOLUTIONÄREN KOMMUNISMUS IN DER LEHRE UND IN DER GESCHICHTE DES INTERNATIONALEN PROLETARISCHEN KAMPFES**

(Les fondements du communisme révolutionnaire).  
Preis 6 F  
Bestellung beim Proletaire

#### PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).
- A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes).

Exceptionnellement, les permanences des 7 et 14 décembre à Lille sont reportées aux samedis 6 et 13, de 18 h à 20 h.

# Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, front uni du prolétariat !

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale, une nouvelle période historique, une période « radiieuse », s'ouvrait pour les populations qui avaient été entraînées dans la guerre : la chute des régimes totalitaires grâce à l'appui direct de l'Etat russe, l'avancée du « camp socialiste », la consolidation de la « démocratie » étaient présentées comme la base d'une nouvelle manière de résoudre les oppositions de classes dans les pays capitalistes.

Alors que la guerre froide qui s'était ouverte aussitôt provoquait une première déception en repropoant le problème de... démocratiser les démocraties qu'on avait soutenues jusqu'alors, l'ouverture, dans le bloc occidental unissant vainqueurs et vaincus, d'une longue période de « prospérité » qui n'était rien d'autre qu'un nouveau cycle d'accumulation capitaliste accompagné de son cortège de contradictions, redonnait de l'ampleur à l'illusion selon laquelle il suffisait d'accroître ce développement pour qu'il soit effectivement à la portée de tous, indépendamment du problème fondamental du changement révolutionnaire du mécanisme qui l'entraîne.

Cette politique capitulaire de l'opportunisme, qui n'a pas cessé de dominer les masses, n'était pas seulement la condition d'une atténuation des luttes de classe, mais elle signifiait aussi collaboration de classe pour la période qui suivrait la fin de ce développement et au cours de laquelle se reposerait de façon plus évidente la solution révolutionnaire. C'était une garantie contre-révolutionnaire que la bourgeoisie stipulait avec le mouvement ouvrier, représenté par les opportunistes. Le fait que les défenseurs les plus acharnés du système, plus ou moins revu et corrigé, devant la classe ouvrière, soient précisément les partis et les syndicats qui se réclament d'elle, en est la preuve.

La crise s'est manifestée notamment sous la forme de la perte du pouvoir d'achat de l'argent : l'inflation. A côté des bourgeois qui désormais admettent ouvertement qu'il s'agit là du prix à payer pour le développement de la production (et en fait les plus cohérents proposent comme remède l'abolition du développement lui-même, c'est-à-dire la fameuse « croissance zéro »), les opportunistes sont les héritiers les plus sincères de l'idée bourgeoise du développement à tout prix, et leurs propositions consistent à trouver aux investissements des débouchés qui puissent les maintenir au moins au niveau déjà atteint.

Une telle politique, qui s'exprime par des propositions d'investissements dans les secteurs à « réformer », enseignement, chemins de fer, transports publics, etc., selon une recette qui a déjà fait ses preuves dans des régimes honnis, ne peut que pro-

voquer une augmentation de l'inflation ; elle ne peut d'autre part se traduire que par une action ouverte de freinage et de limitation des besoins des plus exploités, de leurs revendications les plus vitales, par le sacrifice des secteurs de la société qui sont déjà les plus frappés — chômeurs et demi-chômeurs — dans l'attente confiante que le mécanisme se remette d'aplomb grâce à une augmentation de la productivité et donc à une utilisation moindre de la force de travail par rapport au capital investi ; ce qui ne fait que reproduire le problème sur une plus large échelle.

L'autre aspect de la crise, qui frappe particulièrement les pays dont la balance des paiements est largement déficitaire, c'est la baisse de compétitivité sur les marchés étrangers, qui contribue à rendre inattaquable la « solution » bourgeoise : augmentation de la production sur une base plus compétitive pour ne pas perdre et même pour essayer de gagner du terrain par rapport aux autres pays, et, parallèlement, diminution de la consommation intérieure.

La réduction de la consommation devient le cheval de bataille de tout l'éventail politique officiel, du gouvernement aux oppositions de droite ou de gauche. Le partage se fait uniquement en fonction des modalités et de l'appréciation des contrecoûts éventuels qu'impliquent ces « sacrifices pour tous ». Ce n'est pas par hasard que ce mot d'ordre des « sacrifices pour tous » qui autorise les interprétations les plus différentes, démagogiques, hypocrites ou platement anti-ouvrières, n'a en réalité pour tout le monde qu'un seul sens : la sauvegarde des intérêts particuliers, y compris ceux de l'aristocratie ouvrière, et l'augmentation inévitable des charges déjà supportées par les masses les plus exploitées.

Dans une situation comme celle-ci, qui met en jeu le niveau de vie du prolétariat et l'emploi, si la consigne des « sacrifices pour tous » passait, autrement dit si, pour la n-ième fois, la « défense de l'économie nationale » l'emportait au détriment de la composante qui fait et a toujours fait les frais de cette économie — la classe des salariés — le résultat serait encore une fois son assujettissement total, économique et politique, un assujettissement qui se répercuterait également de façon décisive sur les possibilités de reprise de classe organisée, fût-ce à une échéance plus ou moins éloignée.

C'est pour cette raison fondamentale que le devoir élémentaire de tous les révolutionnaires — au sens le plus large du terme, c'est-à-dire de tous ceux qui partagent au moins le point essentiel de l'opposition de front à l'opportunisme politique et syndical — est de constituer en partant de la base, c'est-à-dire des luttes partielles même les plus

isolées et déclenchées pour les motifs les plus insignifiants, un front d'opposition, à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats, face à la politique de freinage des exigences immédiates et vitales des salariés. L'objectif principal de ce mouvement de classe doit être avant tout de faire parvenir le prolétariat à la conscience que c'est uniquement par la lutte que l'on peut obtenir quelque chose et que l'absence de lutte est non seulement débilite pour le développement de la conscience de classe, mais qu'elle est le moyen grâce auquel l'opportunisme réussit à faire passer sa politique de freinage des revendications économiques fondamentales. Ce n'est que dans les luttes que, nécessairement, l'opportunisme se démasque et montre ce qu'il est.

Un tel front de classe reste évidemment aujourd'hui un objectif général à atteindre. Il serait irréaliste de le voir proche ; il serait faux d'en déduire un système de recettes passe-partout. Mais il est certain que cet objectif ne pourra être atteint que si dès aujourd'hui, là où c'est possible, des pas sont faits dans cette direction, dans une action fermement encadrée par nos principes, dans le respect absolu du centralisme et de l'indépendance programmatique et organisationnelle, et sur la base d'une étude sérieuse des situations et des rapports de force réels. C'est en effet dans ce travail que notre parti pourra se renforcer, se tremper, se rendre capable de traduire ses objectifs et ses prin-

cipes en directives d'action toujours plus précises, dont il pourra en même temps fixer les limites de façon sûre.

La situation de crise que nous avons évoquée n'est pas passagère, et nous sommes convaincus qu'il est — de manière encore très limitée et épisodique aujourd'hui — et surtout qu'il sera possible de regrouper des noyaux d'ouvriers combattifs autour de revendications de base comme celles que nous soutenons, et qui tendent à une augmentation de salaire, surtout pour les ouvriers les plus mal payés, et dans la perspective d'un élargissement aux travailleurs de catégories entières et au-delà ; celles qui tendent à une diminution du temps de travail, ce qui est également le seul moyen de réduire le chômage (nous revendiquons la semaine de 35 heures), et d'autres plus particulières comme le remplacement des allocations chômage par le paiement systématique du salaire intégral aux chômeurs.

Nous serions d'incurables formalistes si, devant le problème de la défense des conditions de vie et de lutte des prolétaires, nous posions des conditions politiques préalables. Nous pensons au contraire qu'il est indispensable que l'accord sur une plateforme économique, de même que sur le problème de la défense physique face à la violence (légitime et illégitime) de la bourgeoisie soit le plus large possible, la seule condition étant qu'il se fasse sur la base d'une réelle vo-

lonté de lutte sur les objectifs fixés.

Tout cela ne doit pas nous empêcher de poursuivre simultanément notre critique générale non seulement des solutions réformistes à la crise, mais aussi des solutions faussement révolutionnaires. Nous croyons au contraire que seule cette lutte, qui pourrait mener à long terme à la naissance d'un mouvement de base élargi à tous les travailleurs combattifs et opposé à la politique de collaboration ou de capitulation des directions syndicales officielles, permettra de vérifier l'exactitude et la vigueur des analyses et des perspectives des différents mouvements politiques.

Nous n'exigeons de personne qu'il se déclare pour la dictature du prolétariat ou pour la nécessité de la construction du parti révolutionnaire, ni même qu'il partage les points fondamentaux de notre programme et de notre perspective politique. Nous demandons seulement l'unité contre la collaboration de classe qui se traduit par la subordination de toute revendication ouvrière à la réalisation de mesures visant à sauvegarder un système basé sur l'exploitation salariale. Nous demandons qu'au front qui unit dans ce travail de sauvegarde l'Etat, les bourgeois et les opportunistes, s'oppose le front de classe prolétarien, à l'intérieur duquel pourra se renforcer le travail politique pour l'émancipation de la classe ouvrière de l'oppression capitaliste.

## Les communistes et l'avortement

(suite de la page 1)

C'est également sous la pression économique et sociale que des pays capitalistes ont vu décroître leur taux de natalité. Par des lois réprimant la contraception et l'avortement, la bourgeoisie de ces pays a voulu obliger les prolétaires à faire des enfants, en tablant sur le besoin sexuel naturel et en interdisant ce qui aurait pu éviter ou interrompre la grossesse. Or cette tentative a échoué : non seulement elle n'a pas empêché la baisse des naissances (malgré les rigueurs de la loi, on compte en France autant d'avortements que de naissances !), mais elle a fait peser sur les classes pauvres un carcan si lourd que des réactions de plus en plus violentes se font jour ; de sorte que, ô ironie ! la Loi devient cause de « désordre ». Malgré la morale chrétienne sur laquelle elle s'appuyait, et malgré ses craintes de perdre le contrôle... du contrôle des naissances, la bourgeoisie essaie donc de l'aménager — ce qui donne lieu à ces débats où l'hypocrisie et la stupidité bourgeoises affrontent un « réalisme » tout aussi bourgeois.

Naturellement, nous, communistes, avons toujours réclamé et réclameons l'abrogation de toute législation contraignante ou répressive en matière de famille ou de reproduction, et soutenons les luttes menées pour abolir les interdits encore en vigueur dans ce domaine. Mais cela ne signifie nullement que nous acceptons les principes de ceux qui dirigent ces luttes.

Nous n'acceptons nullement la perspective de la bourgeoisie, qui prétend qu'en éliminant ces formes ou ces lois dépassées, la société pourra trouver, dans la liberté, un équilibre harmonieux. En particulier, nous affirmons qu'aucun « équilibre démographique » ne saurait s'établir dans le cadre de l'économie capitaliste, qui produit une armée industrielle de réserve, c'est-à-dire des chômeurs, quelle que soit la natalité, et dont le marché

du travail subit des fluctuations telles, que la reproduction des producteurs (qui demande 15 à 20 ans) est toujours anarchique. Pas plus que la Loi de l'Etat, la loi de l'offre et de la demande jouant librement ne pourrait équilibrer la population et les « besoins du pays ». Mais nous nous moquons bien de ces besoins-là, contrairement aux bourgeois et à leurs laquais, qui, farouchement opposés à l'autorisation de l'avortement comme le PCF en 1945, ne s'y rallient aujourd'hui qu'à la remorque de l'Etat bourgeois et pour les mêmes raisons que lui.

Nous n'acceptons nullement l'idée que la suppression de la contrainte légale conduira au paradis de la liberté, où chaque femme (sans parler des hommes) déciderait « librement » quand, où et pourquoi elle mettra au monde un enfant. Au contraire, c'est seulement alors que la contrainte économique et sociale de la société capitaliste pourra jouer librement pour empêcher ou inciter la femme à enfanter, pour la pousser à faire des gosses, ou lui interdire ce « luxe ». Mais nous voulons justement que la femme reconnaisse que la cause réelle de son oppression est le capitalisme !

Nous n'acceptons nullement l'idée que la reproduction de l'espèce soit « l'affaire des femmes », ni l'affaire de « chaque femme ». Nous affirmons que la reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la régulariser consciemment et l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la planification de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme.

Bref, nous contestons l'idéologie démocratique et individualiste au nom de laquelle certains réclament le droit à l'avortement, et nous nions que, même obtenu intégralement, ce droit puisse lever les contradictions dans lesquelles le capitalisme enferme la procréation. Néanmoins nous nous battons pour ce droit et, là où il n'aura pas encore été obtenu, la dictature du prolétariat l'accordera immédiatement et sans réserves, comme en Russie en 1917.

C'est que l'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce (ou les discriminations légales fondées sur le sexe et, parfois, la religion ou la race, qui sont aussi des survivances prébourgeoises mais que la bourgeoisie utilise pour diviser les prolétaires) sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression.

Nous savons bien, et le proclamons dès à présent, qu'aux USA, même l'égalité juridique la plus complète n'affranchira pas le prolétaire noir de l'oppression et de l'exploitation ; mais elle lui montrera que la cause de son esclavage n'est pas la discrimination légale, mais le capitalisme. Nous n'idéalisons nullement le droit à l'avortement, nous disons qu'il ne libérera pas la femme ; mais il lui montrera que la cause de son oppression n'est pas l'absence de « droits », mais le capitalisme.

Nous luttons pour ces droits, dont nous disons avec Lénine qu'ils « n'éliminent pas l'oppression de classe, mais rendent seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. »

Et, alors que la bourgeoisie utilise la morale, les habitudes, les traditions et les lois prébourgeoises pour accentuer l'oppression du prolétariat, nous devons, nous, utiliser les luttes contre ces chaînes supplémentaires comme des leviers dans la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat.

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 64

Sommaire :

- L'heure des petits-fils de Staline
- The Historical Path of British Labourism
- Cours de l'impérialisme mondial
- Marx - British Commerce
- Marx - Le commerce britannique
- Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes
- Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres
- The International Communist Party - Some Publications of the I.C.P.

88 pages — Prix : 6 F — Commandes au Prolétaire  
(en vente également dans les principaux kiosques)

# Puissante vague de grèves en Espagne

Depuis plus de deux mois une puissante vague de grèves déferle sur l'Espagne, répondant à l'offensive que la bourgeoisie espagnole particulièrement touchée par la crise européenne mène contre les conditions de vie du prolétariat.

A Valladolid, à Bilbao, Séville, Madrid, en Catalogne et dans toute une série de villes, régions et usines de moindre importance, les ouvriers ont croisé les bras en même temps, en posant des revendications immédiates unitaires dans tous les secteurs de la production. Ces revendications portent sur les points suivants : 1) 40 heures par semaine en 5 jours ; 2) salaire minimum de 700 pesetas par jour et échelle mobile des salaires ; 3) salaire réel à 100 % en cas de licenciement, accident de travail, maladie, etc. ; 4) un mois de congé payé en août et dix jours à Noël ; 5) augmentation de salaire égale pour tous sans distinction de catégorie, d'âge ou de sexe ; 6) réembauche des licenciés, suppression des sanctions et mise en liberté de tous les détenus ; 7) liberté syndicale, droit de grève.

La magnifique grève de Fasa-Renault à Valladolid donne la mesure du caractère radical et combattif des luttes. Le 27 septembre 14.000 travailleurs cessent le travail pour protester contre les nouveaux règlements du travail dans l'usine ; en réponse au lock-out décidé par le patron, la grève se généralise ; elle tiendra jusqu'au six novembre, soutenue par les manifestations de solidarité des salariés de Valladolid (Fada, Michelin, Tecnifer, Technauto, etc.), mais aussi de Séville (où se trouve une autre usine Fasa) et de Barcelone. Une semaine après la reprise, la Fasa aurait encore, d'après le FRAP, déclenché un mouvement de solidarité avec la grève de la Seat.

A partir de Valladolid, les grèves font tache d'huile : à Bilbao, grève de la General Eléctrica Espanola ; à Portugaleta (Biscaye), 3.500 ouvriers de Babcock-Wilcox sont suspendus à la suite des grèves et des protestations déclenchées devant le refus de la direction de satisfaire les revendications économiques (la Guardia civil intervient violemment et opère des dizaines d'arrestations) ; à Manresa, la police et la Guardia civil font évacuer les locaux de Produc-

tos Pirelli occupés par les travailleurs en grève contre le licenciement de 420 des leurs, qui, depuis deux mois, avaient ralenti la production pour protester contre les conditions de travail et réclamer des augmentations de salaire ; dans la même ville, les métallurgistes de « Lermes Espanola » décident à leur tour une grève de solidarité. Des manifestations analogues se sont produites dans le textile, secteur particulièrement touché par la crise (par exemple à Vigo), et dans le bâtiment, non seulement sur le continent, mais aux Baléares et aux Canaries.

Malgré les mesures de répression prises par la bourgeoisie — licenciements de grévistes, arrestations parfois même préventives chez les ouvriers —, le mouvement se poursuit à Barcelone, où des usines sont occupées dans l'aéronautique et le textile, et où, le 19 novembre, entrent en grève les dix mille ouvriers de la Seat (filiale espagnole de la Fiat) qui, à plusieurs reprises, avaient déjà manifesté leur solidarité avec ceux de Valladolid. Cinq mille ouvriers auraient entamé, sitôt la reprise, une série de grèves perlées qui dureraient aujourd'hui encore. Ici aussi les luttes se caractérisent par la dureté des heurts qui ont lieu avec la police, par la tendance à converger dans de larges mouvements de solidarité.

Une fois de plus le prolétariat espagnol démontre sa combativité. C'est contre ce danger que la bourgeoisie, aidée du PCE, prépare sa solution de « réconciliation nationale » et démocratique, espérant passer en douceur le cap de l'après-franquisme, rendu encore plus périlleux par les difficultés économiques. Puisse-t-il ne pas se laisser abuser par une œuvre qui a trop souvent fait ses preuves, mais s'avancer au contraire sur la voie de l'élargissement des antagonismes de classes qui le conduira à renouer avec son programme et son organisation révolutionnaires. C'est quant à nous ce pour quoi nous luttons inlassablement.

La souscription pour la caisse de grève et de secours ouvrier de Valladolid s'élève à 556,80 F.

# Pour une politique de classe

(suite de la page 1)

à la « politique d'austérité », que fait-il sinon l'accepter dans les faits en feignant de croire que les travailleurs peuvent obtenir des « compromis acceptables » pour eux, sans faire céder la bourgeoisie ?

C'est ainsi qu'après les manifestations du 19, nombreuses mais placées sous le signe de la négociation à tout prix, la vague de grèves a pu refluer de façon générale — mais elle se développe dans certains secteurs, comme l'Assistance Publique — et la reprise du travail s'est faite comme avaient été menées les grèves, sans directives. Les travailleurs ont repris dans les postes, notamment en province, dans la débânde la plus complète. Il n'y a pas de meilleur moyen de démoréaliser les travailleurs que de ne pas organiser la retraite, surtout quand rien n'a été obtenu, sauf une promesse sur des points particuliers : par exemple les négociations salariales dans la fonction publique seront avancées de quelques semaines ; mais elles auront lieu suffisamment tard, le 13, pour que le mouvement de grève soit terminé et que les travailleurs ne puissent exercer aucune pression de classe. C'est pourquoi le gouvernement n'a pas besoin de promettre autre chose que le pouvoir d'achat « si l'économie le permet », c'est-à-dire rien.

Par ces négociations, ce dernier, comme l'écrivent *Les Echos* du 22-11 « espère calmer la grogne et surtout gagner du temps. La paix sociale assurée, on peut travailler plus tranquille ». C'est l'objectif numéro un, car l'échéance est proche. Ou les Pouvoirs publics gagnent leur pari de contenir l'inflation en sauvegardant au maximum l'emploi et le niveau des salaires et ils passent sans problème, en principe, le cap des prochains mois. Ou bien ils échouent et, en mars-avril prochain, il faut s'attendre à une explosion sociale. Et chacun sait, en la matière, ce que peut signifier un printemps chaud... »

Il s'agit donc de donner quelques miettes ici et là, pour éviter les points chauds, et de renforcer « tout un système cohé-

rent de filtres et de mécanismes correcteurs » (*Le Figaro* du 22-11) pour éviter que la tension sociale ne crée des courts circuits dans l'ordre social, et ne soit à l'origine d'incendies désastreux.

De son côté, l'opportunisme qui espère avoir passé le moment le plus difficile de la vague sociale, demande à la bourgeoisie de ne pas être quand même trop chiche, si elle veut que les syndicats puissent continuer à jouer leur rôle essentiel dans le dispositif anti-incendie et contrôler les prolétaires les plus combattifs, comme ceux des centres de tri, dont nous saluons l'entêtement et la ténacité : « nous craignons, dit Maire, que les jeunes grévistes des PTT puissent maintenant être tentés d'employer des types d'action de révolte individuelle. Il y a là un risque sérieux de désorganisation de la poste pour une très longue période. Même si les syndicats ne sont pas d'accord. Le gouvernement peut, bien sûr, remporter une victoire [ce contre quoi les syndicats ne feront pas plus qu'hier !] mais ce sera une victoire à la Pyrrhus » (*Le Monde* du 24/25-11).

Une fois de plus, le prolétariat aura fait les frais de la complicité entre la bourgeoisie et l'opportunisme.

★

Ce dernier peut bien se porter à la tête des luttes sociales, mais il faut dire qu'il est « condamné » à le faire s'il veut jouer le rôle qui est le sien, celui d'agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. Dans les limites permises par son programme et ses principes politiques, il peut donc diriger et même « impulser » ou « centraliser » — sur son orientation — des luttes sociales, mais ce qu'il ne pourra jamais faire, c'est défendre les exigences réelles de la classe ouvrière, car il les subordonne aux intérêts de « l'économie nationale », ni utiliser contre la bourgeoisie, car il recherche la conciliation des intérêts de classe, la force de classe du prolétariat dont il tente de noyer les élans de solidarité, dans l'union du peuple pour les réformes. Une telle direction imprimée à la lutte la freine, la stérilise, en un mot la sabote, même avant que les circonstances poussent l'opportunisme à s'opposer

gouvernement à elle, à la renier, la condamner et tenter de la briser sans détours.

Le poids formidable que les directions opportunistes mettent inmanquablement pour la conservation bourgeoise dans la lutte sociale ne doit pas être un motif de renonciation ni de désespoir, mais au contraire une raison supplémentaire pour renforcer une lutte dont l'enjeu est vital pour la classe ouvrière : si nous ne sommes pas en effet à la veille de la révolution, le prolétariat doit aujourd'hui réapprendre à se défendre efficacement et dans ce combat, puiser des forces et affiler les armes de l'offensive révolutionnaire.

Les travailleurs qui sont parvenus à la conscience que la lutte de résistance quotidienne au capital est un front indispensable dans une véritable guerre entre les classes qui doit se donner les objectifs et les moyens conformes à cette réalité, cherchent et chercheront nécessairement à se regrouper.

Notre parti, sans sous-estimer la difficulté de la tâche ni se donner des illusions sur les garanties de succès immédiats, défend la nécessité que de tels regroupements naissant sur la base de la défense des conditions de vie et de lutte des prolétaires, se donnent le caractère le plus large et le plus ouvert possible.

La tâche du parti est de permettre qu'un tel mouvement de classe contre la bourgeoisie et l'opportunisme parvienne à la rupture la plus claire avec les méthodes et les objectifs de l'opportunisme politique et syndical, en dépassant les limites mises à cette rupture par les groupes qui peuvent bien avancer des revendications et des méthodes intéressantes la lutte, mais dont l'orientation politique ne permet pas — c'est le moins que l'on puisse dire — de donner à cette dernière toute sa force.

C'est la condition pour que le sabotage de l'opportunisme, au lieu de se traduire par la débânde et le découragement, pousse les travailleurs à élargir le front prolétarien contre la bourgeoisie de ses laquais.

## PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il Nr 21 (14 nov. 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

## IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :

- L'opportunismo, anche se fa la faccia feroce, resta opportunismo
- Un vero partito di governo
- Ritorno agli antichi amori
- Anti-spontaneismo o normalizzazione centrista ?
- Lo « scandalo » del lavoro a domicilio
- Il corso tormentato dell'economia mondiale
- I G.C.R. e la burocrazia (Jugoslavia)
- Ancora sui decreti delegati
- Attivita' politica e riforme
- Svizzera : spezzare l'ignobile « pacc del lavoro »
- Stati uniti : un diffuso malessere
- Germania : salassati... per il loro bene
- Su una lotta per il rinnovo del contratto alberghieri
- Flashes sull'America latina
- Attivismo inconcludente

directeur - gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP

# Tract diffusé par nos militants

## aux manifestations du 19 novembre

Prolétaires, Camarades !

La vague de grèves actuelles est la meilleure démonstration que la classe ouvrière n'entend pas supporter passivement et sans résister la crise capitaliste et l'offensive de la bourgeoisie qui, en France comme ailleurs, balaie d'un coup toutes ses « garanties » passées et ne peut plus promettre aux prolétaires que baisse du salaire, réductions d'horaires, chômage accru et insécurité grandissante.

Cette vague de grèves dévoile, s'il en était besoin, tous les mensonges de la « politique contractuelle », et vient rappeler que la classe dominante ne cède que lorsqu'elle y est forcée, non par des « négociations responsables », mais par la force et l'organisation des prolétaires.

Prolétaires, Camarades !

Pour tenter de briser la résistance ouvrière, la bourgeoisie se place sans hésiter sur le terrain de la force, c'est-à-dire sur le terrain où en réalité tout se décide. Elle emploie la violence de son Etat en déclenchant la répression policière, en utilisant la réquisition autoritaire, en faisant intervenir son armée pour briser les grèves ; elle ne dédaigne pas non plus de faire appel à la violence des bandes racistes pour intimider les plus exploités et les plus vulnérables, les travailleurs immigrés. Si la bourgeoisie utilise ses armes de classe, c'est parce qu'elle sait qu'entre elle et le prolétariat existe une véritable guerre de classe, qu'aucune frontière morale ou constitutionnelle ne pourra jamais contenir, et qui existera tant qu'existeront des classes aux intérêts opposés.

Dans cette guerre, ceux qui prétendent actuellement vous diriger à la tête des syndicats et des partis « responsables » subordonnent vos revendications au bon fonctionnement de la production ou des « services publics », c'est-à-dire aux nécessités du capital ; ils recherchent avant tout la conciliation des intérêts des classes inconciliables, et se déclarent d'avance prêts à vendre votre lutte pour des miettes (témoin ce qu'écrivit Séguéy : « il faut savoir faire des concessions si on veut en sortir. Nous y sommes prêts » — *L'Humanité*, 18 novembre) ; ils laissent à la bourgeoisie les mains libres pour manœuvrer contre vous et vous attaquer au moyen de son Etat ; en un mot, ils paralysent et sabotent la lutte.

Prolétaires, Camarades !

La classe ouvrière ne peut vraiment se défendre, à plus forte raison attaquer, qu'en se plaçant elle aussi sur le terrain de la force et en utilisant, malgré et contre les directions qui la trompent, ses propres armes de classe.

Dans la bataille d'aujourd'hui, nous devons préparer les batailles que nous devons livrer demain.

— Dans les syndicats comme hors des syndicats, défendons l'utilisation de l'arme de la grève la plus large possible sans préavis ni limitation de durée.

— Défendons la nécessité de l'organisation de la défense ouvrière contre la violence bourgeoise.

— Pour la solidarité la plus grande des travailleurs contre la classe capitaliste, par dessus les limites d'usine, de catégorie ou de nationalité ; pour la solidarité entre les travailleurs « nationaux » et immigrés en exigeant la liberté de circulation et l'égalité totale de droits pour les travailleurs immigrés.

— Pour l'instauration des liens les plus étroits entre prolétaires organisés et travailleurs sous l'uniforme.

— Pour des objectifs de lutte répondant aux besoins les plus élémentaires, communs à tous les prolétaires :

- forte augmentation de salaire, plus importante pour les catégories mal rétribuées,
- semaine de travail de 35 heures à salaire égal,
- salaire intégral en cas de réduction d'horaire,
- assistance substantielle pour tous les chômeurs, et leur famille, sans distinction aucune.

Imposons ces revendications aux organisations syndicales, constituées pour la défense de nos intérêts — mais portées par leur orientation réformiste à les subordonner aux prétendus intérêts supérieurs de l'économie nationale —, avec le poids et la pression que nous pouvons exercer en tant que classe productrice de toute richesse.

C'est dans ce combat que pourront se souder les rangs ouvriers en un large front unique contre la bourgeoisie et ses valets opportunistes.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.